

Le seul développement soutenable sera-t-il celui qui ne sera pas durable ?¹

Jean-Marie Harribey

Le Passant Ordinaire, n° 42, novembre 2002

La conférence de Johannesburg a tenu ses promesses. Rien ne devait en sortir. Rien n'en est sorti. Pour la troisième fois en trente ans, l'ONU a réuni tous les pays du monde pour parler du développement durable, c'est-à-dire de celui qui serait soutenable pour la planète tout en assurant le bien-être de tous les humains présents et à venir. Entre temps, elle avait organisé des dizaines de rencontres sur des sujets précis comme le réchauffement climatique, la biodiversité, la population, les femmes, la ville, l'aide au développement, etc. Chaque fois, c'est l'occasion pour les chefs d'Etat et de gouvernement de se parer d'habits de vertu en annonçant des résolutions inébranlables, pour les grandes entreprises les plus prédatrices et polluantes de faire de la communication sur leurs projets mirifiques, et pour les ONG de dénoncer ces mascarades tout en se réclamant elles aussi de ce fameux développement durable. Comment s'y retrouver dans une telle cacophonie ?²

L'eau n'éteint plus le feu

Sans que l'on puisse établir un lien certain entre le réchauffement général de la planète et les dérèglements météorologiques actuels, il n'est pas douteux que l'accroissement de la pollution contribue au développement de la sécheresse d'un côté et aux précipitations et inondations de l'autre. Chaque année, un nuage brun de pollution se forme au-dessus de l'Asie. Il a 3000 m d'épaisseur et est composé de cendres, d'acides, d'aérosols soufrés, d'oxyde de carbone, d'oxyde d'azote, d'ozone et autres particules qui réduisent de 10 à 15% l'énergie solaire touchant le sol, diminuant la photosynthèse et risquant de diminuer de 20 à 40% les précipitations sur l'Asie. La modification du climat de l'Océan indien pourrait affecter l'ensemble du climat mondial. Seule une partie de cette pollution est « lessivée » par les pluies des moussons. Le reste est dilué dans la circulation atmosphérique globale.³

Une grande partie de l'Asie est partagée entre zones où sévit la sécheresse (toute l'Inde sauf l'Etat d'Assam dans le Nord-est, le Cambodge, Nord-est de la Chine) et zones où déferlent les inondations (Assam, Bangladesh, Sud de la Chine, Népal). En Afrique, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, la Mauritanie, l'Ethiopie sont frappés de sécheresse. L'Australie qui refuse de ratifier le protocole connaît également ce fléau, de même que les Etats-Unis. Tandis que l'Europe continentale et le sud de la France sont inondés, la Sicile manque d'eau. Tous ces problèmes actuels semblent liés à la reprise du phénomène cyclique El Nino et ils s'ajoutent au changement climatique fondamental.

Les conséquences sur la production agricole sont terribles. Pour le long terme, la Banque mondiale reconnaît qu'un tiers des rizières du Bangladesh pourrait être noyé par la montée des océans. Actuellement, la récolte de riz est diminuée de 10% au Cambodge et les semailles suivantes sont repoussées. En Afrique australe, la famine menace après deux années de mauvaise récolte. Et c'est dans ce contexte que les firmes proposant du maïs génétiquement modifié font du forcing pour que l'aide alimentaire prenne cette forme.

¹ . Le titre initial de ce texte était : « Le seul développement soutenable sera celui qui ne sera pas durable ».

² . Ce texte fait suite à celui paru dans *Le Passant Ordinaire*, n° 40-41, sous le titre « Développement : ça dure énormément ».

³ . Voir H. Kempf, « Sécheresses, inondations : le climat affole la planète », *Le Monde*, 11 et 12 août 2002 ; C. Galus, « Le "nuage brun" d'Asie pourrait menacer le climat de la planète », *Le Monde*, 15 août 2002 ; F. Pompey, « Sécheresse, mauvaise gestion : l'Afrique australe risque la famine », *Le Monde*, 17 août 2002.

Plusieurs pays comme la Zambie, le Zimbabwe, le Malawi, après avoir renâclé ont dû accepter le maïs transgénique envoyé par le Programme alimentaire mondial.

Le capitalisme durable

Le Président Jacques Chirac a déclaré à Johannesburg le 2 septembre 2002 : « Notre maison brûle et nous regardons ailleurs. (...) Prenons garde que le XXI^e siècle ne devienne pas, pour les générations futures, celui d'un crime contre la vie. » Qui ne souscrirait à un pareil avertissement ? Pourtant, le même Jacques Chirac a nommé un gouvernement qui s'est empressé :

- de faire l'éloge tonitruant du nucléaire ;
- de décider un moratoire sur le redéploiement amorcé des aides à l'agriculture et de mettre fin à l'expérience des contrats territoriaux d'exploitation, deux timides réformes engagées précédemment pour aider à la mise en place d'une production de qualité respectueuse de l'environnement et des hommes au Nord comme au Sud ;
- de refuser toute réforme profonde des politiques communes européennes de l'agriculture et de la pêche ;
- de persévérer dans l'absence de politiques des transports et de limitation des risques industriels ;
- d'autoriser la culture d'OGM.

Sur le plan international, les dés sont pipés car les principaux problèmes sont ignorés ou cadencés. Ainsi, la réduction des émissions de gaz à effet de serre est renvoyée à plus tard car les Etats-Unis, le Japon, le Canada, l'Australie et la Russie n'ont pas encore ratifié le protocole de Kyoto⁴ bien que celui-ci entérine la mise sur le marché de permis de polluer. Autre exemple : les Etats-Unis, l'Union européenne et les principaux pays riches refusent de renoncer à leurs subventions agricoles qui représentent 350 milliards de dollars par an, soit sept fois plus que l'aide publique au développement. Au Nord, ces subventions vont surtout aux agriculteurs riches, intensifs et pollueurs. Et elles ruinent les agricultures traditionnelles du Sud par une concurrence déloyale. Enfin, les Etats-Unis ont réussi à éviter que la déclaration finale de Johannesburg fixe un objectif chiffré sur la part des énergies renouvelables dans la production mondiale d'énergie.

Déjà, il y a dix ans, à Rio de Janeiro, les multinationales, par un lobbying pressant auprès de l'ONU, avaient marqué de leur vision libérale les résolutions adoptées qui affirmaient l'attachement au libre-échange et à la dérégulation de l'économie. A Johannesburg, beaucoup plus nombreuses, elles ont unanimement proclamé leur engagement en faveur d'un développement durable... de leurs profits. Vivendi-environnement et Suez-Lyonnaise des eaux se font les championnes de la distribution de l'eau, avec la bénédiction de la Banque mondiale qui conditionne son aide à la privatisation de ce service. Au nom de la compétence et de l'efficacité. Il est vrai qu'en matière de dégageant des bénéfices, les firmes privées n'ont pas de rivales : à Buenos Aires, le coût de l'eau a augmenté de 95% et au Ghana de 30% en un an. On peut donc douter que l'objectif de réduire de moitié d'ici 2015 le nombre de personnes n'ayant pas accès à l'eau potable puisse être atteint.

Le développement durable n'est pas soutenable

Presque tout le monde ne jure que par le développement durable : les riches, les pauvres, les entreprises, les gouvernements, les ONG et 98% des économistes, libéraux comme anti-libéraux. Il reste 2% d'économistes récalcitrants. L'un refuse tout développement

⁴ . Le Japon, le Canada, la Russie ont annoncé à Johannesburg qu'ils allaient ratifier le protocole et la Chine qu'elle allait le signer.

au prétexte qu'il a été jusqu'ici destructeur des cultures et dévastateur de la planète⁵. Le dernier pour cent est sur une ligne de crête très étroite. La position est inconfortable mais j'y tiens coûte que coûte. Elle s'appuie sur deux éléments.

Le premier est le refus de la distinction habituelle entre croissance économique et développement. Pour la majorité des économistes, le développement dépasse la croissance matérielle par les changements qualitatifs dont bénéficient les populations (éducation, culture, santé, espérance de vie, environnement sain, etc.). Pour eux, si la croissance est nécessaire mais insuffisante car souvent destructrice, le développement ne peut être que bon et durable. Or, malheureusement, le développement, c'est aussi les dégâts sociaux et écologiques, surtout ceux occasionnés par le développement des pays riches. On ne peut donc se satisfaire du concept de développement dont il faut remettre en cause le contenu en même temps que la croissance dont il est indissociable. Sans pour autant abandonner la perspective d'une augmentation de la production pour tous les affamés et assoiffés de la terre. C'est la raison d'être de la proposition d'un *développement différencié dans son objet, dans l'espace et dans le temps* qui permettrait la croissance pour les plus pauvres et la décélération de celle-ci pour les plus riches⁶. Cessons de faire l'autruche : le développement nécessaire des plus pauvres implique le renoncement au développement *illimité* des riches.

Le second élément plaidant en faveur de ce développement différencié est le refus de la croyance en une croissance économique qui n'exigerait plus de ressources naturelles parce qu'elle serait majoritairement composée de services. Certes, la production de services augmente relativement aux productions agricole et industrielle, mais ces dernières continuent de croître absolument, faisant hélas plus que compenser la baisse de l'intensité énergétique⁷. L'augmentation relative des services ne peut donc servir d'argument pour penser que la croissance infinie est possible si la consommation des ressources naturelles ne ralentit pas en termes absolus. Or aucune indication chiffrée n'existe aujourd'hui pour indiquer que cette réduction absolue a commencé, bien au contraire.

Ce qu'il y a de pervers dans la notion de développement durable proclamée aujourd'hui par tous les grands de ce monde, c'est que ceux-ci ont très bien compris comment utiliser son ambiguïté : protéger l'environnement et faire reculer la pauvreté tout en sauvegardant la croissance économique considérée comme perpétuellement souhaitable. C'est le maintien de l'affirmation d'une croissance perpétuellement souhaitable qui établit la première ligne de démarcation entre les différents partisans de la soutenabilité. La seconde, aussi importante, étant la croyance ou non en la compatibilité entre la soutenabilité et le capitalisme. En voulant sauver à tout prix le développement durable, on sauve la croissance économique et le capitalisme qui a besoin de celle-ci pour s'étendre indéfiniment.

Il est très difficile, sinon impossible, de sortir d'un piège sémantique tel que « développement durable ». Pour le déjouer, on pourrait dire : le seul développement soutenable sera celui qui ne sera pas durable ; ou bien, en renversant complètement le mot d'ordre : oui au développement non durable ; ou encore : soutenabilité de la vie sans développement au-delà d'un certain seuil. Le plus satisfaisant serait sans doute « reproduction de la vie dans des conditions humaines pour tous les humains ». Mais, quel que soit le choix retenu, la subversion des mots et des idéologies que les mots expriment ne pourra pas aller sans celle du capitalisme dont ils constituent la représentation dominante. La soutenabilité n'est pas seulement incompatible avec le libéralisme. Elle est incompatible avec le système capitaliste que le libéralisme érige en fin de l'histoire.

⁵ . J'ai critiqué cette position dans *Le Passant Ordinaire*, n° 40-41, sous le titre « Développement : ça dure énormément ».

⁶ . Voir mon article précédent *op. cit.*

⁷ . L'intensité énergétique mesure la quantité d'énergie nécessaire pour obtenir une unité de produit.